
commercial au cyclisme, ce dernier indiquait que faute d'avancer, on tombait. L'éminent Georges Shultz, secrétaire d'État américain, a pour sa part écrit que rien n'est plus national que la politique du commerce extérieur. Comme je l'indiquais, ces deux observations me semblent fort bien résumer le dilemme actuel.

**Maintenir
un système
commercial
libre**

Notre bien-être économique collectif est étroitement lié à un système commercial vigoureux et libre. Pour conserver à ce dernier sa vigueur et sa crédibilité, nous devons donc saisir les occasions de consolider et d'accroître les réalisations actuelles.

Toutefois, la conjoncture économique hypothèque très lourdement nos moyens d'action, les responsables de la politique commerciale étant sérieusement handicapés par les préoccupations nationales. L'emploi est au centre des préoccupations politiques internes. La politique commerciale internationale influant beaucoup sur la répartition de l'emploi dans le monde, elle est inextricablement liée aux réalités nationales.

En dépit de la difficulté de leur tâche, j'envie parfois nos collègues du Trésor. En effet, si leurs décisions ont des effets profonds et importants sur le reste de la société, leurs débats sont souvent obscurcis par des propos sur la masse monétaire, le taux de circulation de la monnaie, les trappes à liquidité et les courbes J. Ainsi, très peu de gens parmi le commun des mortels y voient clair. Mais quant aux responsables de la politique commerciale, leur situation est bien différente.

En effet, les problèmes commerciaux sont beaucoup plus immédiats et compréhensibles. Les responsables et politiciens devront donc continuer à travailler dans le contexte des réalités nationales actuelles. Or pour ce faire, il nous faut mieux comprendre pourquoi le système subit les secousses actuelles.

Je ne suis pas de ceux qui croient que nous allons assister sous peu à l'effondrement du système ou à un retour massif aux politiques introverties des années 30. Je crois que nous avons assez de sagesse pour éviter une telle situation. La menace que je perçois est bien plus insidieuse, soit une érosion constante du système commercial, un effritement graduel des principes sur lesquels ce dernier a été si patiemment édifié.

**Éviter les
mesures
restrictives**

Quels sont les arguments invoqués ? Tout d'abord, l'effet négatif à court terme des importations sur l'emploi est évident. À un moment où le chômage atteint des niveaux sans précédent, la tentation est forte de conclure que des importations, d'ailleurs très en évidence sur le marché, diminuent le nombre d'emplois. Mais on a tendance à perdre de vue les gains d'efficacité réalisés grâce au commerce et le nombre important d'emplois qui, dans nos sociétés, sont tributaires des exportations.

Ces secteurs constituent souvent les éléments les plus dynamiques de nos économies. Par conséquent, toute mesure restrictive, qui engendrera d'ailleurs inévitablement des mesures restrictives de la part des autres, ne servirait qu'à mettre en péril ces secteurs. Car le commerce n'est pas un jeu à somme nulle où l'on retrouve des gagnants et